

SNCS-HEBDO 10 n°10

1^{er} septembre 2010

Face à un gouvernement de plus en plus xénophobe Manifestons le samedi 4 septembre 2010

**Pour l'Ile-de-France
de la place de la République à Nation, via Bastille.
Départ 14h
Rendez-vous sous le ballon « Recherche – Enseignement supérieur »**

Le gouvernement multiplie les actions xénophobes en procédant, notamment, à des expulsions collectives de Roms vers la Roumanie et la Bulgarie. Des étudiants sans papiers, et des collègues universitaires ou chercheurs étrangers ont été inquiétés en France ou empêchés de s'y rendre. Devant ce climat particulièrement malsain qui foule aux pieds les droits les plus fondamentaux des citoyens, les organisations syndicales de la recherche et de l'enseignement supérieur, dont le SNCS, appellent les personnels à manifester leur indignation en participant aux nombreuses manifestations organisées partout en France le samedi 4 septembre.

J. Fossey membre du BN du SNCS-FSU

Devant des faits divers inacceptables, résultant principalement du manque de fonctionnaires de police de proximité, le président de la République désigne comme responsables des communautés entières et, prétextant qu'ils sont en situation irrégulière sur le territoire, fait procéder à l'expulsion collective de Roms, sans autre forme de procès.

Le monde entier, de l'ONU jusqu'au Vatican en passant par l'Union Européenne, proteste contre ces méthodes mettant notre pays à l'index des nations.

En tant que citoyens français, nous sommes directement concernés.

Comme d'habitude, le président de la République manipule des idées simplistes. Il voudrait nous faire croire que la situation économique difficile de la France et en particulier celle de nos comptes sociaux seraient dus à une immigration coûteuse, passant sous silence tous les méfaits des politiques néolibérales sur le déficit de ces comptes.

De même, il voudrait nous faire croire que les délinquants le sont du fait de leur origine ethnique ou de leur situation sociale et qu'il faut mettre à l'index ces communautés dans leur ensemble.

Des projets législatifs ou réglementaires, ciblant plus particulièrement les étrangers sont en préparation. Ainsi, les Français d'origine étrangère seront menacés d'être déchus de leur nationalité contrairement aux grands principes de la Révolution française.

Le projet de loi Besson sur l'immigration met en place pour les étrangers sans papiers des mesures d'exception. Si elles sont votées, elles aggraveront dramatiquement leur situation. Il prévoit notamment de neutraliser le pouvoir du juge chargé de vérifier la légalité de la procédure d'expulsion, d'allonger la durée de rétention de 32 à 45 jours ainsi que la création d'un véritable bannissement pour les expulsés de la totalité de l'espace Schengen.

Le ministre de l'éducation nationale a centré son intervention de rentrée sur les questions de sécurité, masquant ainsi les vraies questions que se posent les parents : leurs enfants auront-ils des enseignants pour assurer tous les cours ? Que va-t-il se passer avec les nouveaux enseignants qui n'ont reçu aucune formation ?

Le nécessaire respect de l'ordre public n'a pas à être utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires, ni pour instituer des peines de prison automatiques, contraires aux principes fondamentaux du droit pénal, à l'indépendance de la justice et à l'individualisation des peines.

Nul n'a le droit de passer outre les principes les plus fondamentaux des droits de l'Homme qui assurent l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion et leur libre circulation..

Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile.

Le SNCS soutient l'appel citoyen : « face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité », qui a été lancé par une cinquantaine d'organisations et les manifestations 4 septembre 2010.